

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/En-direct-de-New-York-revelations-d-un-ancien>

Réseau Sortir du nucléaire > Le Réseau en action > Campagnes et mobilisations nationales > Campagnes et mobilisations 2016 > Abolition des armes nucléaires > ONU : Traité international d'interdiction des armes nucléaires > **En direct de New York : révélations d'un ancien Commandant de la Royal Navy sur la dissuasion nucléaire**

**28 juin 2017**

## **En direct de New York : révélations d'un ancien Commandant de la Royal Navy sur la dissuasion nucléaire**



**Par Robert Green, Commandant de la Royal Navy (retraité)**

**Exposé prononcé à New York le 22 juin 2017, dans le cadre d'un événement annexe aux Négociations pour un traité d'interdiction des armes nucléaires.**

En tant qu'ancien agent de mise en œuvre des armes nucléaires britanniques, l'année prochaine marquera pour moi un important anniversaire : les cinquante ans de mon endoctrinement au dogme de la dissuasion nucléaire.



En 1968, j'avais 24 ans et j'étais lieutenant bombardier-navigateur sur les avions à réaction Buccaneer embarqués à bord d'un porte-avions de la Royal Navy, lorsque mon pilote et moi fûmes informés que nous avons été choisis pour former un équipage nucléaire. Notre initiation à la protection des secrets de haut niveau fut suivie par un endoctrinement relatif à l'énorme responsabilité qui nous incombait du fait de cet honneur et une information détaillée sur la bombe à gravitation WE177 que nous utiliserions. Nous eûmes ensuite à nous familiariser avec le plan d'attaque de la cible qui nous avait été attribuée : une base aérienne soviétique située dans la banlieue de Léninegrad.

Trente ans plus tard, lorsque j'atterris à l'aéroport de Saint Pétersbourg pour participer à une conférence anti-nucléaire, ce fut un choc pour moi de réaliser qu'il s'agissait de ma cible. Lorsque j'en informai mes hôtes russes, ils me conduisirent avec un interprète au studio de la télévision locale. Je présentai mes excuses pour avoir obéi à des ordres qui auraient massivement provoqué des victimes civiles et des dommages collatéraux à leur ancienne capitale. Puis je leur dis que j'avais compris par la suite que les armes nucléaires ne nous auraient sauvés de rien, ni eux, ni moi.

Ma rupture avec le lavage de cerveau pro-nucléaire fut lente et progressive, entravée qu'elle était par la loyauté tribale, la pression des pairs, une confiance initiale indiscutable envers mes supérieurs, une déférence pour leur mode de pensée, le tout associé à mes ambitions de carrière dans le métier de mon choix. La rupture commença en 1972, après que je sois passé de la navigation sur bombardier nucléaire aux hélicoptères de combat sous-marin. Comme nos torpilles légères étaient trop lentes pour intercepter des sous-marins nucléaires soviétiques, on nous donna une bombe nucléaire pouvant exploser sous l'eau en profondeur. Le problème était que, à la différence d'un bombardier à réaction, notre hélicoptère était trop lent pour échapper à l'explosion ; ce serait donc une mission suicide. Lorsque je m'en inquiétais auprès de mes supérieurs, ceux-ci m'assurèrent que nous n'aurions probablement jamais à nous en servir ; et puis, je ne voulais tout de même pas couper court à une carrière prometteuse, n'est-ce pas ? Je fis donc silence ; mais les premiers doutes étaient instillés.

En 1979, je venais d'être promu Commandant et affecté au ministère de la Défense à Londres, où j'assistais un amiral qui avait entre autres responsabilités celle de faire des recommandations sur la

meilleure façon de remplacer la force de sous-marins nucléaires britanniques de la classe Polaris. Madame Thatcher venait tout juste d'accéder au pouvoir ; et elle voulait le Trident. J'observai comment l'Etat-Major la mit en garde contre le fait que cela dépasserait les capacités du système Polaris et que son coût énorme signifierait des coupes budgétaires aux dépens d'autres navires de guerre qui nous étaient utiles.

Thatcher força la décision en faveur du Trident.

Et bien sûr, en 1981 le gouvernement annonça une révision majeure de la politique de défense, afin de payer le Trident. Voyant s'éloigner mes perspectives de promotion, doutant plus que jamais de pouvoir justifier le Trident, je présentai ma démission.

Ma demande fut agréée une semaine après le début de la guerre des Falkland de 1982. Je devais rester jusqu'à ce que nous ayons gagné et j'avais remis mon boulot d'officier de renseignement de l'état-major au commandant en chef de la flotte qui conduisait la guerre depuis son bunker de commandement dans la banlieue de Londres. J'étais responsable de l'équipe de quarante personnes qui fournissait vingt-quatre heures sur vingt-quatre les renseignements de soutien à l'unique sous-marin Polaris en patrouille dite « de dissuasion », ainsi qu'au reste de la flotte.

La guerre des Falkland était une affaire très serrée. Les Français avaient vendu à la marine argentine des missiles Exocet capables de voler au ras des flots, et cela faisait un moment que nous cherchions en vain la parade. Plusieurs de nos navires furent coulés et des collègues tués. Si l'un de nos porte-aéronefs ou de nos transports de troupes avait été mis hors de combat, nous risquions la défaite. Qu'est-ce que Thatcher aurait fait ? Avant la guerre, elle avait été l'un des premiers ministres les plus impopulaires de toute l'histoire britannique ; à présent, sa carrière politique était en jeu - et elle avait des armes nucléaires.

Après avoir quitté la Navy, j'ai eu vent de rumeurs faisant état d'un plan d'urgence ultrasecret - on comprend qu'il n'ait pas été communiqué à la Navy - consistant à envoyer dans le sud le sous-marin Polaris en patrouille, à portée de Buenos Aires. Cela n'avait rien de nécessaire ; mais en 2006, on a appris que Thatcher avait téléphoné au président Mitterrand après que les premiers navires britanniques furent coulés, et menacé d'atomiser l'Argentine s'il ne lui révélait pas la fréquence secrète du système de guidage des Exocet, afin de le brouiller.

Convaincu qu'elle ne plaisantait pas, c'est ce qu'il fit ; et peu après, nous commençâmes à neutraliser les Exocet.

Cela fit naître en moi la vision cauchemardesque d'un dirigeant britannique désespéré, ayant pour option d'utiliser des armes nucléaires, et celle, ignominieuse, de nos sous-marins recevant l'ordre de commettre un tel crime de guerre. La possession de l'arme nucléaire par les Britanniques n'avait pas dissuadé le général-président argentin Galtieri d'envahir les Falkland. Si Thatcher l'avait menacé d'employer ses armes nucléaires, il est probable que Galtieri l'aurait traitée publiquement de bluffeuse, et se serait délecté de voir le président des Etats-Unis Ronald Reagan, resté jusque-là observateur, tenter de la calmer. S'il avait échoué, une frappe nucléaire n'aurait fait qu'aggraver l'ignominie de la défaite, et les Britanniques, dans l'indignation internationale provoquée par un tel crime de guerre, auraient perdu leur cause visant à conserver les Falkland.

Sept ans plus tard, mes raisons de continuer à soutenir la dissuasion nucléaire s'écroulèrent avec le mur de Berlin et le démantèlement du Pacte de Varsovie qui suivit.

Cependant, il fallut l'invasion du Koweït par l'Irak en 1990 pour m'amener à m'exprimer publiquement. Lorsque le président Bush père doubla le nombre de troupes américaines au sol destinées à en expulser l'Irak, je compris à partir de mon expérience du renseignement que cela allait tourner à l'expédition punitive. Si Saddam Hussein était personnellement menacé, il pourrait attaquer Israël avec des missiles Scud, éventuellement dotés de têtes chimiques, afin de faire éclater la

coalition conduite par les Etats-Unis et devenir le champion des Arabes. Si une attaque de Scud à tête chimique faisait de nombreuses victimes, le dirigeant israélien Shamir serait soumis à une énorme pression pour répliquer par une frappe nucléaire contre Bagdad. Les nations arabes seraient entrées dans une rage folle, la sécurité d'Israël aurait été détruite à tout jamais, et la Russie entraînée dans la spirale.

En janvier 1991, je rejoignis le mouvement anti-guerre qui grandissait en Grande-Bretagne et pris la parole devant une foule de 20 000 personnes à Trafalgar Square – pas vraiment le meilleur geste ni le meilleur endroit pour un ancien commandant. Une semaine plus tard, suite au lancement de la guerre-éclair des alliés, une première attaque de Scud irakien frappa Tel Aviv. Pour la première fois, la deuxième ville d'un Etat doté de facto d'armes nucléaires avait été attaquée, et sa capitale menacée. Pire encore pour la dissuasion nucléaire, l'attaquant n'avait même pas d'armes nucléaires. Les Israéliens, portant des masques à gaz dans leurs abris, apprirent que leur dissuasion nucléaire avait échoué. 38 autres attaques de Scud eurent lieu, par chance dépourvues de têtes chimiques et faisant miraculeusement peu de victimes. Bush s'empressa d'offrir à Shamir des missiles Patriot et d'autres aides militaires, et félicita Israël pour sa retenue.

Il est intéressant de noter que dans les deux cas, celui-ci et celui que j'ai décrit à propos de la guerre des Falkland, la possession d'armes nucléaires fut utilisée pour faire pression sur un Etat allié lui-même doté d'armes nucléaires.

Entre temps, à Londres, l'Armée Républicaine Irlandaise avait failli de peu liquider tout le cabinet de guerre britannique réuni au 10 Downing Street, avec un obus de mortier lancé à travers le toit d'un van. Difficile d'imaginer menace plus directe sur le gouvernement ; et le Polaris fit la preuve en pareille circonstance de sa parfaite inutilité.

Tardivement amené à explorer l'histoire des armes nucléaires, je découvris que le Royaume-Uni portait une responsabilité considérable dans le lancement et l'élargissement de la course aux armes nucléaires. Ayant pris part au Projet Manhattan, la Grande Bretagne fut la première puissance de taille moyenne à nourrir des illusions de grandeur en recourant à la menace de terrorisme nucléaire. Aux Etats-Unis, dans le déni des atrocités d'Hiroshima et de Nagasaki, le mantra de la dissuasion nucléaire fut utilisé pour jouer sur les peurs populaires et justifier le soutien au monstre scientifique et militaire hérité du Projet Manhattan, qui fournit d'énormes profits sans rendre de compte à personne. Les gouvernements britanniques qui se succédèrent, hantés par le souci de conserver leur siège à la table des Grands, se saisirent de cet abus de confiance, répétant sans fin ses affirmations bidon –propagées sans la moindre critique par les experts et les médias de masse- jusqu'à faire écho à la fable du roi nu.

Tout comme l'enfant pointant du doigt la nudité du roi – comme je l'ai raconté dans mon livre de 2010 « Sécurité sans dissuasion nucléaire » - mon expérience m'a appris que la dissuasion nucléaire, loin d'apporter de la sécurité, développe au contraire l'insécurité en stimulant l'hostilité, la méfiance, la course aux armes nucléaires et leur prolifération. Qui plus est, du fait de ces réalités et du problème insoluble que pose sa crédibilité, elle est grandement exposée au risque d'échec. Quant à la dissuasion nucléaire « élargie », loin d'offrir un soi-disant « parapluie nucléaire » aux Etats non nucléaires alliés des Etats-Unis, elle agit comme un « paratonnerre » attirant la foudre sur eux, car tout emploi d'armes nucléaires en leur nom de la part des Etats-Unis entraînerait inévitablement une escalade vers une guerre nucléaire généralisée. La vérité est que les Etats-Unis emploient la dissuasion nucléaire élargie pour contrôler leurs alliés à leurs propres fins. Le Premier ministre néo-zélandais David Lange, qui amena il y a trente ans son pays à rompre avec, l'a fort justement appelée « l'or des fous ». De la même manière, les Etats-Unis utilisent leurs arrangements nucléaires avec certains Etats européens pour perpétuer leur soumission à l'OTAN et bloquer tout progrès vers un monde sans armes nucléaires.

Permettez-moi de conclure par un hommage à deux généraux américains controversés et courageux – tous deux nommés Butler. Comme moi, ils ont rompu leur allégeance au mode de pensée et à

l'endoctrinement de leur gouvernement et de leurs pairs.

Lorsqu'il prit sa retraite en 1935, le général des Marines américains Smedley Butler écrivit une critique brûlante de son expérience militaire, intitulée « La guerre est un racket ».

Soixante-dix ans plus tard, le général de l'US Air Force Lee Butler, après avoir gravi tous les échelons de la machine de guerre nucléaire stratégique US, s'est élevé contre la dissuasion nucléaire. Voici un an, il a publié ses mémoires sous le titre « Une cause peu commune ». Dans le volume II il raconte l'histoire puissante, poignante, de sa rupture.

Pour le dire crûment et sans langue de bois : ce qu'il confirme en réalité, c'est que la dissuasion nucléaire n'est qu'un vaste racket imposé sous couvert de protection par un syndicat US du crime organisé, qui s'en sert comme d'une fausse monnaie, une contrefaçon de la puissance, et dont le principal bénéficiaire est le complexe militaro-industriel. Ses conclusions devraient être lues par les membres dudit syndicat, par toutes les victimes de leur arnaque, et par ceux d'entre nous qui mènent le combat pour les affronter et les traduire en justice.

Voilà pourquoi le traité d'interdiction doit interdire, outre l'emploi, la menace d'emploi, et expliquer ce que cela signifie. Il ne suffit pas de présumer que l'emploi englobe la menace. Le fait que le sous-marin britannique Trident actuellement déployé est décrit comme étant en « patrouille de dissuasion », en dépit du fait qu'il est à tout instant prêt à faire feu sans cible désignée, confirme ce besoin.

Merci.

\*\*\*

Original : Nuclear Deterrent

Traduction : Jean-Marie Matagne

Tous droits réservés.